

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Senégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f		- -		Chaque annonce répétée Moitié prix
	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie. -		20.000f. 40.000f		
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays		23.000f 46.000f		(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro Année courante 600 f		Année ant. 700f.		
	Par la poste Majoration de 130 f par numéro		Par la poste -		
	Journal légalisé 900 f				Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520790630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2013	
1 ^{er} juillet	Décret n° 2013-902 accordant une autorisation d'occupation d'un terrain à la société Sabodala Gold Operations S.A pour la réalisation d'un bassin de stockage de résidus miniers à Sabodala dans la Région de Kédougou 44
9 juillet	Décret n° 2013-958 désignant et déclarant nécessaires à la réalisation du projet de continuation de l'autoroute à péage Dakar-Diarniadio sur l'axe « Aéroport International Blaise Diagne - Mbour » les immeubles immatriculés faisant l'objet des TF. n° 1.180/MB et 1.315/MB appartenant à l'Etat du Sénégal à concurrence respectivement de 60 ha 53 a 00 ca et 1.696 ha 15 a 31 ca, prononçant la désaffectation des dépendances du domaine national, prescrivant leur immatriculation au nom de l'Etat, fixant le montant des indemnités dues aux occupants et en ordonnant le paiement ou la consignation. 45
31 mai	Arrêté ministériel n°8190 portant agrément de la Caisse nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) à garantir les candidats aux marchés publics. 62
31 mai	Arrêté ministériel n°8191 portant agrément de change manuel au profit de M. Mamadou Bassirou Diallo 62
17 juillet	Arrêté ministériel n°11288 MEF/DRS-SFD portant retrait d'agrément des Systèmes financiers décentralisés 62
17 juillet	Arrêté ministériel n°11289 MEF/DRS-SFD portant retrait d'agrément de systèmes financiers décentralisés 64

2013

19 décembre	Arrêté ministériel n°19876 MEF/DRS-SFD/DR portant nomination de l'administrateur provisoire du Réseau des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Niayes 65
19 décembre	Arrêté ministériel n°19877 MEF/DRS-SFD nomination de l'administrateur provisoire de l'Union des Mutuelles d'Epargne et de crédits des artisans du Sénégal 65
20 décembre	Arrêté ministériel n°19923 MEF/DRS-SFD portant retrait de l'agrément n°DK 1-08-00549 confère à l'alliance de Crédit et d'Epargne pour production. 66
2012	
10 octobre	Décision ministériel n°8275 MEF/DRS-SFD complétant la Décision n°1514 MEF/AT-CPEC du 20 février 2008 portant agrément de la SCEC « BIRIMA » 66
2013	
18 avril	Décision ministériel n°5694 portant nomination d'un liquidateur administratif 66
29 août	Décision ministériel n°14073 MEF/DRS-SFD portant mise sous administration provisoire de l'Union des mutuelles d'Epargne et de crédit des artisans du Sénégal. 69
5 novembre	Décision ministériel n°17458 MEF/DRS-SFD portant mise sous administration provisoire du réseau des mutuelles d'épargne et de crédit des Niayes. 69

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

2013

18 décembre	Arrêté interministériel n° 12404/MEM/MIT portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société « Global Transports & Mines SARL ». 70
18 décembre	Arrêté interministériel n° 12405/MEM/MIT abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n° 011003/ME/MTTTA du 11 décembre 2007 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société « Transports Ibrahima Sakho SA ». 70
18 décembre	Arrêté interministériel n° 12406/MEM/MIT portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société « SO.TRA.DIOUCK SUARL ». 70

18 décembre Arrêté interministériel n° 12407/MEM/MIT abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n° 10930/MTTA/ME du 23 décembre 2008 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à société « Daniel Haddad & fils sa ». 71

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 71

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

DECRET n° 2013-902 du 1^{er} juillet 2013 accordant une autorisation d'occupation d'un terrain à la société Sabodala Gold Operations S.A pour la réalisation d'un bassin de stockage de résidus miniers à Sabodala dans la Région de Kédougou.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national et les textes pris pour son application ;

Vu la loi n° 2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier ;

Vu le décret n° 2004-647 du 17 mai 2004 fixant les modalités d'application de la loi portant Code minier ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-647 du 4 juillet 2012 relatif aux attributions du Ministre de l'Energie et des Mines ;

Vu le décret n° 2012-1223 du 5 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2013-11 du 3 janvier 2013 ;

Vu le décret n° 2013-277 du 14 février 2013 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu la Convention minière signée le 23 mars 2005 entre l'Etat et la société Sabodala Gold Operations S.A (SGO) ;

Vu le Procès verbal de la Commission régionale de reconnaissance des lieux et l'avis favorable du 11 janvier 2013 ;

Sur le rapport du Ministre de l'Energie et des Mines,

DECRETE :

Article premier. – Il est accordé une autorisation d'occupation d'un terrain pour la réalisation d'un bassin de stockage de résidus miniers à Sabodala Gold Operations S.A (SGO) ayant son siège Immeuble 2K Plaza Suite B4, 1^{er} étage, route du Méridien Président, Almadies, BP. 38385 - Dakar Yoff.

Art. 2. – Le périmètre du terrain, dont la superficie est réputée égale à 490 ha, est définie par les points de coordonnées UTM WGS 84 suivants :

POINTS	X	Y
A.....	809 423	1 464 661
B.....	811 855	1 463 222
C.....	811 548	1 463 221
D.....	809 722	1 462 518
E.....	809 440	1 461 971
F.....	808 306	1 462 127
G.....	808 221	1 463 169

Art. 3. – La durée de validité de l'autorisation d'occupation du terrain est égale à celle de la concession minière y compris la durée des travaux de réhabilitation du site.

Art. 4. – L'autorisation d'occupation du terrain est accordée sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par la société SGO, des droits miniers antérieurement accordés, des droits de tiers et sauf erreur des cartes.

Art. 5. – La société SGO respectera et financera le plan de gestion environnemental et social (PGES) de l'étude d'impact environnemental et social du bassin de stockage et résidus miniers réalisée conformément à l'article 83 du Code minier.

Art. 6. – Dans un délai de six (06) mois à compter de la date de signature du présent décret, la société SGO sera tenue de procéder aux formalités nécessaires à l'inscription du terrain au Bureau de la Conservation Foncière.

Art. 7. – La société SGO doit obligatoirement procéder à la réhabilitation du site conformément à l'article 82 du Code minier.

Art. 8. – Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Energie et des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié partout où besoin sera.

Fait à Dakar, le 1^{er} juillet 2013

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
Abdoul MBAYE.

DECRET n° 2013-958 du 9 juillet 2013 désignant et déclarant nécessaires à la réalisation du projet de continuation de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio sur l'axe « Aéroport International Blaise Diagne – Mbour » les immeubles immatriculés faisant l'objet des TF. n°1.180/MB et 1.315/MB appartenant à l'Etat du Sénégal à concurrence respectivement de 60 ha 53 a 00 ca et 1.696 ha 15 a 31 ca, prononçant la désaffectation des dépendances du domaine national, prescrivant leur immatriculation au nom de l'Etat, fixant le montant des indemnités dues aux occupants et en ordonnant le paiement ou la consignation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national :

Vu la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du Domaine de l'Etat :

Vu la loi n° 76-67 du 02 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique :

Vu la loi n° 2011-07 du 30 mars 2011 portant régime de la propriété foncière :

Vu le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine national, notamment en ses articles 29, 36 et suivants :

Vu le décret n° 77-563 du 3 juillet 1977 portant application de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique :

Vu le décret n° 2012-392 du 27 mars 2012 déclarant d'utilité publique la réalisation du projet de continuation de l'autoroute à péage Dakar – Diamniadio sur les axes Aéroport International Blaise Diagne – Mbour, Aéroport International Blaise Diagne – Thiès :

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre :

Vu le décret n° 2012-1223 du 5 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2013-11 du 3 janvier 2013 :

Vu le décret n° 2013-277 du 14 février 2013 relatif à la composition du Gouvernement :

Vu l'avis favorable de la Commission de Contrôle des Opérations domaniales en sa séance du 31 octobre 2011 :

Sur le rapport conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre des Infrastructures et des Transports.

DECRETE :

Article premier. - Sont désignés et déclarés nécessaires à la réalisation du projet de continuation de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio sur l'axe « Aéroport International Blaise Diagne – Mbour » les immeubles immatriculés faisant l'objet des titres fonciers visés ci-dessous :

N° d'ordre	N° TF	Propriétaire	Superficie impacté
1	1.180/MB	Etat du Sénégal	60 ha 53a 00ca
2	1.315/MB	Etat du Sénégal	1.696 ha 15a 31 ca

Art. 2. - Est prescrite l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine national, des terrains dépendant du domaine national compris dans l'assiette du projet susvisé.

Art. 3. - Est prononcée la désaffectation desdits terrains.

Art. 4. - Les montants des indemnités dues pour la réalisation de cette opération sont fixés ainsi qu'il suit :

a) Pour les impenses de nature agricole et forestière :

N° d'ordre	Prénoms	Noms	Montant (FCFA)
1	Eaux et Forêts		134 404 000
2	Mamadou	DIOUF	6.222.826
3	Latyr	NDIAYE	1.074.728
4	Abdou A.	DIONE	6.104.000
5	Mbaye	DIONE	-
6	Ablaye	DIONE	-
7	Aliou	SECK n° 1	1.392.000
8	Abasse	CISS	1.469.632
9	Assane	CISS	39.827
10	Fatou	CISS	8.748.000
11	Daouda	POUYE	3.820.000
12	Idrissa	POUYE	2.784.000
13	Cheikh	POUYE	1.496.000
14	Aliou	POUYE	2.299.804
15	Samba	POUYE	1.445.988
16	Malick	FAYE	941.400
17	Issa	POUYE	1.780.298
18	Mbaye	POUYE	2.138.003
19	Omar	THIAW	2.023.173

20	Babacar	THIAW	1.920.000
21	Aliou	SECK n° 2	2.320.000
22	Abdoulaye	CISS	1.376.000
23	Issa	FAYE n° 1	2.637.564
24	Issa	FAYE n° 2	1.213.540
25	Abdou	MBENGUE	2.272.000
26	Amie	CISS	1.001.540
27	Idrissa	POUYE	2.758.646
28	Ablaye	POUYE	1.681.436
29	Arona	SENE n° 1	1.310.600
30	Mamadou	NDIONE	2.716.068
31	El H. Tafsir	NDIONE	800.000
32	Marème	FAYE	4.044.780
33	Arona	SENE n° 2	810.275
34	Souleymane	DIOUF	20.234
35	Arona	SENE n° 3	740.000
36	Youssou	NDOYE	866.345
37	Ousmane	DIOUF	2.644.000
38	Djiby	CISS	264.000
39	Daouda	DIONE n° 1	1.496.000
40	Issa	SECK (Diass)	2.080.000
41	Aliou	DIOUF	412.000
42	Pape Moussa	DIONE	1.891.000
43	Mbaye	DIOUF	15.113
44	Youssouph	NDOYE	1.200.000
45	Mamadou	DIOUF	947.213
46	Aliou	SECK n° 1	2.217.000
47	Aliou	SECK n° 2	64.413
48	Babacar	NDOYE	2.260.898
49	Assane	NDOYE	1.537.059
50	Ousseynou	NDOYE	1.748.000
51	Moussa	CISS n° 1	4.996.500
52	Moussa	CISS (Diass)	446.710
53	Souleymane	SECK	2.627.000
54	Ousmane	DIOUF n° 1	1.154.090
55	Daouda	DIONE n° 2	732.291
56	Moussa	CISS n° 2	1.760.000
57	Hoirs de feu Mamadou DIOUF		2.202.302
58	Guedji	DIONE (Diass)	2.052.743
59	Abdoulaye	NDIONE (Diass)	982.808
60	Daouda	DIOUF	1.476.942
61	Mamadou	DIOUF	1.810.112
62	Mamadou	DIOUF	3.830.385

63	Assane	DIONE	733.529
64	Mbaye	FAYE	966.306
65	Serigne	MBODJE (Dakar)	7.488.280
66	Ousmane	CISS	5.472.589
67	Doudou	THIANDOUM (Kirène)	5.154.052
68	Mamadou	NDIONE	6.334.280
69	Ibou	FAYE	2.954.000
70	Babacar	FAYE	3.225.000
71	Mamadou	DIONE (Kirène)	1.664.000
72	Cheikh	MBENGUE (Kirène)	300.000
73	Mamadou	DIOUF (Kirène)	590.000
74	Abdoulaye	SENE (Kirène)	332.540
75	Bois de village Groupement Tchiki Peul		4.024.000
76	Mounir	HUSSEIN TA BASMA	2.403.500
77	S/P Bathie	DIOUF	1.496.000
78	Yomba	BA (Tchicki)	704.000
79	Fouad	CHOUERY	400.000
80	Cheikh	DIAO	21.359.500
81	Ablaye	NDOUR (Kiniabour I)	4.591.000
82	Ousmane	CISS (Kiniabour I)	5.158.500
83	Moussa	CISS (Kiniabour II)	314.560
84	Mansour	NDOUR (Kiniabour II)	179.988
85	Kardiatou	SECK (Kiniabour II)	2.064.668
86	Doudou Y.	NDOUR (Kiniabour II)	173.906
87	Souleymane D.	SECK (Kiniabour II)	1.287.260
88	Domaine Protestants		1.224.000
89	Doudou	SENE	3.741.660
90	Yama	CISS n° 1	9.000
91	Maba	SECK	678.412
92	Ousmane	SECK	839.000
93	Yama	CISS n° 2	668.080
94	Tamsir	SECK	6.088.000
95	Omar	SECK	5.743.270
96	Malick	SECK n° 1	4.172.920
97	Ismaïla	SECK	2.947.490
98	Malick	SECK n° 2	2.307.670
99	Assane	SECK	116.820
100	Souleymane	DIOUF	2.631.111
101	Malick	THIOM n° 1	5.508.170
102	Djiby	SECK	3.733.807
103	Seynabou	DIOUF	3.200.318
104	Modou	FAYE	409.000
105	Ousmane	FAYE	3.940.028

106	Mamdou	CISS	617.020
107	Awa	SENE	1.561.200
108	Malick	THIOM n° 2	3.945.008
109	Idy	FAYE n° 1	6.267.350
110	Mamadou	SECK n° 1	5.735.827
111	Mamadou	SECK n° 2	4.579.080
112	Idy	FAYE n° 2	5.561.230
113	Ousmane	THIAM	2.199.830
114	Arona	CISS	4.338.328
115	Moussa	CISS	1.445.180
116	GPF de Kিনিabour II		8.890.000
117	Idy	DIONE	1.285.540
118	Issa	THIANDOUM	1.610.697
119	Adama	SECK	1.680.000
120	Ousmane	THIAO	7.487.942
121	Mbatt	DIOUF	561.700
122	Ibrahima	DIOUF	11.775.566
123	Aliou	FAYE	638.744
124	Ablaye	THIAW	888.573
125	Daouda	DIOUF	1.589.723
126	Ablaye	THIANDOUM	481.002
127	Ibrahima	THIANDOUM	958.010
128	Abdou	DIOUF	555.470
129	Moussa	DIOUF	1.656.280
130	Waly	DIOUF	432.510
131	Amoul Yakar	NDIONE	12.124.224
132	Amadou	DIOUF	1.448.758
133	Idy	NDIONE	1.157.522
134	Ousmane	CISS	2.107.230
135	Ablaye	NGOM n° 1	313.390
136	Ablaye	NGOM n° 2	589.140
137	Ibrahima	DIOUF	726.326
138	Mbaye	SENE	279.356
139	Mansour	FAYE	284.500
140	Ibrahima	NGOM	432.000
141	Saliou	DIONE	7.038.890
142	Socé Fall	NGOM	658.900
143	Daouda	DIONE	1.030.450
144	Mamdou	SENE	916.326
145	Modou	DIOUF	635.020
146	Alassane	CISS	819.234
147	Modou	SENE	6.344.780
148	Mamadou	NDOUR	1.193.822

149	Issa	NDOYE	1.103.940
150	Saliou	NGOM	880.490
151	Pape Songo	FAYE	244.392
152	Mansour	THIAM	838.430
153	Omar	DIOME n° 1	36.960
154	Kory	SENE n° 1	497.880
155	Inconnu n° 1		300.000
156	Talla	DIEYE	292.190
157	Modou	NDIAYE	730.440
158	Abou	KA (Tailleur)	467.600
159	Omar	LO n° 1	208.000
160	Makha	SECK	146.952
161	Ngagne	NGOM	14.674
162	Omar	DIOME n° 2	1.016.680
163	Demba	NGOM	135.380
164	Kory	SENE n° 2	274.380
165	Amadou	SOW	163.346
166	Abdou	DIONE	504.000
167	Waly	FAYE	811.298
168	Aliou	DIOP	352.352
169	El Hadji	SARR	1.156.950
170	-	NIANE	105.913
171	Nafi	SENE	46.140
172	Inconnu n° 4		290.000
173	Seny	MAR	70.948
174	Inconnu n° 5		16.000
175	Inconnu n° 6		892.000
176	Amadou	NDOUR	831.470
177	Youssou	CAMARA	1.888.570
178	Ass	WADE	1.944.860
179	Malick	BABOU	3.449.945
180	Ibrahima	SALL	4.393.487
181	Madior	SOW	183.800
182	Pape Ousmane	NGOM	1.625.914
183	Omar	LO n° 2	640.000
184	Doudou	MAR	302.000
185	Cheikhna	SALL	34.000
186	Doudou	MAR	402.450
187	Abdou	SARR	395.772
188	Inconnu n° 9		472.000
189	Mbaye	SARR	2.401.580
190	Cheikhna	DIAKHATE	1.612.000
191	Pape Ousmane	NGOM	1.224.982

192	Omar	FAYE	292.960
193	Balla	DIOP	1.416.740
194	Birane	FALL	868.490
195	Seynabou	NDIAYE	1.732.000
196	Ibrahima	DIOP n° 1	4.515.360
197	Ibrahima	DIOP n° 2	3.058.590
198	Inconnu n° 10 (un toubab)		587.812
199	Pape	NDIAYE (Amary Coumba)	34.232
200	Beytir	DIOUF	2.796.000
201	Amadou	DIOUF	1.062.780
202	Beytir	DIOUF	1.875.000
203	Nafi	SENE	656.028
204	Amadou	AW	986.528
205	Pape	NGOM n° 1	4.913.894
206	Pape	NGOM n° 2	2.980.560
207	Salif	NDOUR (Mohamet)	6.864.284
208	Jonhson n° 1		2.566.945
209	Ibrahima	DIAKHATE	383.460
210	Adama	SENE	3.296.250
211	Jonhson n° 2		21.753.000
212	Birame	DIOUF	3.520.000
213	Colonel Coulibaly		585.752
214	Awa	SENE	13.980.500
215	Fouade parcelle n° 1		716.000
216	Mohamadou Bachir	SECK	401.188
217	Héritiers de feu Malick NDIONE plle n° 1		427.960
218	Oustaz Ousmane	DIONE	2.545.140
219	Amadou	NDIONE	3.251.216
220	Héritiers de feu Waly SENE		12.947.000
221	Nguissaly	SENE	2.106.806
222	Héritiers de feu Malick NDIONE plle n° 2		1.600.000
223	Saliou	NDIAYE	2.847.000
224	Héritiers de feu Malick NDIONE plle n° 3		1.440.000
225	Adama	SENE plle n° 1	1.480.240
226	Héritiers de feu Soulye CISS		2.939.238
227	Babacar	POUYE plle n° 1	2.616.000
228	Ndione	BA	90.000
229	Adama	SENE plle n° 2	1.816.858
230	Inconnu		1.882.448
231	Babacar	POUYE plle n° 2	1.200.000
232	Babacar	POUYE plle n° 3	1.896.000
233	Ibrahima	DEME	1.704.000
234	Baye Saliou	FAYE	699.726

235	Tamsir	NDIONE	1.694.894
236	Modou Waly	NDIONE	1.676.220
237	Ousmane	NDIONE	1.886.800
238	Abdou	NDIONE	30.000
239	Aliou NDIONE s/c Ousseye NDIONE		7.182.916
240	Amadou	NDIONE pille n° 1	1.110.408
241	Daouda	MAR	2.796.000
242	Abdourahmane	NDIONE	3.060.000
243	Amadou	NDIONE pille n° 2	1.511.038
244	El Hadje Abdourahmane	DIONE	3.580.000
245	Matar	NDOYE pille n° 1	583.858
246	Balla	THIAME	1.725.438
247	Amadou	NDIONE pille n° 1	968.000
248	Matar	NDOYE pille n° 2	2.260.814
249	Macoumba	SENE	333.090
250	Balla	DIOP	6.448.790
251	Ibou	NDOYE (Chauffeur)	2.081.948
252	Abdou	NDOYE	2.067.860
253	Bécaye	THIAME	4.014.000
254	Doudou	KAMISSOKHO	1.499.000
255	Bécaye	DIANE	16.566
256	Mayoro	WATHIE	4.201.000
257	Samba	MBOW	3.085.580
258	Abou	NDIAYE (NGuékokh)	2.286.530
259	Modou	NDIAYE	4.395.314
260	Khady	DIOP	811.000
261	Assane	SECK	5.693.928
262	Siby	DIAME	2.969.130
263	Bouba	MANDIANG	651.422
264	Mamadou	DIALLO	2.373.628
265	Darou	GNIGHANY	10.032.640
266	Samba MBOW (Mamadou SIDIBE)		1.495.700
267	Héritiers de feu Amadou Maïmouna BA pille n° 1		1.127.952
268	Héritiers de feu Amadou Maïmouna BA pille n° 2		1.176.986
269	Mamadou	NDIONE	4.155.166
270	Bassirou	BA	6.088.000
271	Mouhamed	DIAW	1.200.000
272	Modou	DIAW	145.570
273	Pape	SAKHO (Gandigal)	108.096
274	Ngougne	NDIAYE	157.872
275	Modou	SARR (Nguékokh)	232.740
276	Babacar	TINE	4.254.760
277	Assane	THIANDOUM pille n° 1	6.750.400
278	Saliou	THIANDOUM	294.936
279	Somana	DIENG pille n° 1	263.830
280	Babacar	THIANDOUM	34.132
281	El Hadji	THIANDOUM	283.950

282	Assane	DIAGNE	134.880
283	Somana	DIENG plle n° 2	225.740
284	Daouda	THIAW	396.230
285	Balla	FAYE	85.516
286	Modou	NDIAYE	623.800
287	Mbaye	SARR	199.040
288	Modou	GUEYE	232.494
289	Assane	THIANDOUM plle n° 2	400.000
290	Assane	THIANDOUM plle n° 3	48.000
291	Omar	SENE plle n° 1	588.480
292	Omar	SENE plle n° 2	5.012.600
293	Héritiers de feu Amadou SARR (Pape SARR)		812.000
294	Famille Modou NGOM		725.910
295	Assane	NDIONE	159.230
296	Cheikhna	TRAORE plle n° 1	568.960
297	Mbaye	SARR plle n° 2	1.675.442
298	Modou	DIOUF (FOFANA)	1.706.000
299	Cheikhna	DIOP	205.984
300	Siby	FAYE plle n° 1	3.256.820
301	Moctar	FAYE	2.672.300
302	Abdoulaye	SANGARE	340.326
303	Adama	NDENE plle n° 1	391.208
304	Pape	DIALLO	601.660
305	Ngor Ndep	FAYE	258.006
306	Héritiers de feu Abibe NDiaye (Djibril FAYE)		891.990
307	Djibril	FAYE	21.000
308	Abdoulaye	SECK plle n° 1	525.446
309	Moussa	THIANDOUM	11.242.928
310	Cheikhna	TRAORE	630.800
311	Pape Youssoupha	THIANDOUM	39.688.000
312	Mamadou	GUEYE plle n° 1	566.008
313	Mamadou	GUEYE plle n° 2	57.458.390
314	Mamadou	GUEYE plle n° 3	1.296.590
315	Djiby	TINE	488.000
316	Cheina	DIOP	502.286
317	Noumouké	DIALLO	3.491.164
318	Baba	NDIAYE	513.554
319	Adama	NDENE plle n° 2	399.180
320	Abdoulaye	SANGARE	156.000
321	Pape	DIOP	324.612
322	Ousseynou	DIARRA	39.060
323	Bassy	CISSOKHO	400.170
324	Samba	FAYE	1.127.332
325	Sidy	NIABALY	172.000
326	Héritiers de feu Gora MBADJE		1.245.944
327	El Hadji	MBADJE	145.000
328	Moussa	SENE	134.403

329	Ndiogou	SECK	570.924
330	Mory	DIAGNE	657.560
331	Masse	NDOUR	991.724
332	Héritiers de feu Waly	NDOUR 1	281.628
333	Mamadou	CAMARA plle n° 1	413.108
334	Mamadou	CAMARA plle n° 2	759.074
335	Aliou	SANGARE plle n° 1	2.242.240
336	Aliou	SANGARE plle n° 2	438.630
337	Abdou	KA plle n° 1	1.481.208
338	Abdou	KA plle n° 2	378.330
339	Assane	NDOUR	1.740.150
340	Ibrahima	SENE	1.058.890
341	Babacar	DIOP	159.214
342	Ko	SENE plle n° 1	1.205.790
343	Yady	FAYE (Malicounda Sérère)	773.812
344	Ady	SENE	288.660
345	Modou	NGOM	1.332.910
346	Abdoulaye	SECK plle n° 2	317.224
347	Ko	SENE plle n° 2	335.846
348	Mbissane	FAYE	247.310
349	Abdourahmane	SECK	184.000
350	Djibril	NDOUR	120.000
351	Wouly	DIOUF	256.000
352	Ko	SENE plle n° 3	333.636
353	Mamdou	SECK	188.690
354	Malick	SECK	398.560
355	Souleymane	DIOUF	363.930
356	Thiéry	BECARD plle n° 1	4.484.450
357	Aliou	MANE (Malicounda Wolof)	11.207.500
358	Serigne Mor	FAYE	4.669.602
359	Ibou	NDOYE plle n° 1	7.664.960
360	Meïssa	FAYE plle n° 1	3.627.324
361	Karafa	SIDIBE	559.628
362	Babacar	SIDIBE	355.030
363	Thiéry	BECARD plle n° 2	3.306.450
364	Meïssa	FAYE plle n° 2	900.420
365	Modou	FAYE plle n° 1	412.142
366	Moussa	FAYE plle n° 1	707.958
367	Moussa	FAYE plle n° 2	929.800
368	Modou	FAYE plle n° 2	270.080
369	Ousseynou	FAYE	20.000
370	Ibrahima	FAYE	3.218.890
371	Mamadou	DIOUF	1.367.548

372	Ousmane	FAYE 1 (Malicounda Sérère)	356.800
373	Moussa	DIALLO (Malicounda Mbambara)	320.000
374	Ndiogou	SECK plle n° 2	199.672
375	Mor	NDIAYE	316.000
376	Ibrahima	SENE	581.760
377	Boubacar	TOUNKARA	252.298
378	Aliou	SANGARE plle n° 3	394.654
379	Aliou	SANGARE plle n° 4	361.026
380	Aliou	SANGARE plle n° 5	400.000
381	Mamadou L.	FAYE	5.005.200
382	Ibou	NDOYE plle n° 2	668.050
383	Meïssa	FAYE plle n° 3	24.000
384	Meïssa	FAYE plle n° 4	116.000
385	Meïssa	FAYE plle n° 5	260.000
386	Matar	DIOP	388.410
387	Cellou	DIENG	82.480
388	Moussa	DIOP	795.164
389	Cheikh	FALL	297.974
390	Ousseynou	FAYE	897.544
391	Moussa	FAYE plle n° 1	1.197.958
392	Assane	DIOUF plle n° 1	209.280
393	Cheikh Moussa	DIOUF plle n° 1	144.690
394	Héritiers de feu Moustapha YOUM		2.226.246
395	Moussa	FAYE plle n° 2	161.130
396	Matar	FAYE	181.688
397	Mamadou	DIOUF	406.246
398	Youssouph	DIOUF	270.592
399	Balla	SENE	2.216.000
400	Ndoffène	THIANDOUM	96.400
401	Mor	THIANDOUM	197.470
402	Malick	THIANDOUM	96.040
403	Djiby	YOUM	182.176
404	Ibrahima	YOUM plle n° 1	293.820
405	Ibrahima	YOUM plle n° 2	255.086
406	Mamadou Diène	DIOUF	470.060
407	Cheikh Moussa	DIOUF plle n° 2	248.360
408	Mamadou Nguéssine	DIOUF	194.610
409	Mbaye	YOUM	48.000
410	Héritiers de feu Modou GNINGUE		182.000
411	El Hadji	NDIAYE	36.000
412	Malick	FAYE (Fandane Sérère)	585.740
413	Goumbo	TALL	1.329.210
414	Goro	DIOP plle n° 1	941.958

415	Goro	DIOP plle n° 2	1.199.632
416	Abdou	NDIAYE	178.214
417	Bathie	DIOP	273.094
418	Ousseynou	DIOP	10.882.000
419	Mamadou	DIOUF	435.940
420	Mor Mbaché	DIOUF	290.380
421	Matar	MBAYE	9.470.460
422	Assane	DIOUF	421.780
423	Mbaye	DIOP	72.000
424	Ibou	SECK	100.000
425	Abdou	BA	78.000
426	El Hadji	SECK	262.832
427	Mor	DIOUF	540.200
428	Magueye	SENE	1.293
429	Magueye	SENE	217.920
430	Goro	DIOP	859.760
431	Ndaw	POUYE	544.252
432	Pape	SARR	360.056
433	Modou	DIOP	1.222.460
434	Maguette	FALL	32.000
435	Feu Pape	MBAYE	34.000
436	Mor Mbacké	DIOUF	94.330
437	Maguette	FALL	6.440.000
438	Mor	FALL	24.000
439	Mor	FALL	10.000
440	Mbaye	DIOP	18.000
441	Birame	DIOUF	130.844
442	Doudou	FAYE	208.000
443	Modou	NGOM	441.210
444	Doudou	NGOM	1.180.000
445	Maodo	DIOUF	10.870.348
446	Birame	KA	4.828.000
447	Doudou	LO	2.163.380
448	Masse	NDIAYE	9.809.122
449	Simon Pierre	NGOM	3.025.870
450	Modou	NGOM	232.000
451	Champ Etudiants		400.000
452	Assane	FALL	207.140
453	Doudou	LO	289.200
454	Doudou	LO	325.454
455	Doudou	LO	471.578
456	Ferdinand	COLY	286.000
457	Pape	CISSE	560.000
458	Assane	CISS II	110.755
459	Mbaye	POUYE	14.382
460	Mamadou	MENGUE	85.494

461	Ousmane	DIOUF	234.176
462	Souleymane	SECK	775.250
463	Souleymane	SECK	217.994
464	Aliou	DIOUF	43.741
465	Pape Moussa	DIONE	334.850
466	Héritiers de feu Mamadou	DIOUF	14.654
467	Issa	SECK	136.294
468	Fatmé Taha	BASMA	1.875.000
469	Adibé	BALBAKI	1.450.000
470	Oumar	SECK	270.000
471	Tamsir	SECK	63.003
472	Ousmane	FAYE	463.830
473	Adama	SECK	94.741
474	Assane	DIOUF	197.076
475	Mbaye	SENE	510.300
476	Mansour	FAYE	3.146
477	Ousmane	NDOYE	8.940
478	PNI		69.870
479	PNI		12.100
480	Malick	BABOU	121.193
481	PNI		8.932
482	PNI		85.830
483	Abou	SARR 3	80.250
484	Abou	SARR 2	189.180
485	Coumba	NIANG	225.000
486	Mbaye	POUYE	45.000
487	M.	KA	45.000
488	M.	KA	45.000
489	Jean	BADIATE	45.000
490	Jonhson		1.885.800
491	Beity	DIOUF	206.448
492	Fouade plle n° 2		90.000
493	Gora	POUYE 1	320.000
494	Gora	POUYE 2	242.550
495	Gora	POUYE 3	184.582
496	Adama	SENE 3	9.504
497	Matar	NDOYE	17.400
498	Doudou	KAMISSOKHO 2	22.000
499	Aminata	NDIAYE	14.718
500	Aliou	SANGHARE	170.522
501	Karamokho	THIAM	171.720
502	Gora	DIOP 4	14.000
503	Gora	DIOP	374.616
504	Modou	MARR	237.660
505	Ousmane	SECK	22.350
506	Cheikhna	TRAORE 2	281.556
507	Cheikhna	TRAORE 3	22.000

508	Mbaye	SARR	495.000
509	Arona	SECK	22.462
510	Ousmane	FAYE	57.178
511	Héritiers de feu Waly Nuour 2		642.210
512	Abdou	KA 3	107.740
513	Sellou	DIENG	53.130
514	Wouly	FAYE	65.490
515	Modou	SENE	306.780
516	Ousseynou	NDIAYE	216.722
517	Aliou	SANKARE	626.912
518	Meïssa	FAYE	298.350
519	Assane	MBOUP	10.450
520	Moussa	FAYE plle n° 3	417.604
521	Oumar	DIOUF	52.380
522	Ousmane	FAYE 2 (Malicounda Sérère)	175.530
523	Balla	CISS	209.880
524	Ousseynou	SYLLA	324.280
525	Papa	NDIAYE	6.000
526	Sidy	FAYE 2	1.764.900
527	Sidy	FAYE 3	150.000
528	Malick	THIANDOUM	59.580
529	Cheikh N.	DIOUF	6.000
530	Youssouph	DIOUF	46.288
531	Mor	DIOUF	77.380
532	Baba Tamba	TINE	221.540
533	Baba Tamba	TINE	192.840
534	Ousmane	DIOP	139.900
535	Ousmane	DIOP	22.000
536	Ousmane	DIOP	444.906
537	Ibrahima	SOW	35.220
538	Ousseynou	FALL	68.024
539	Guilaye	FALL	19.822
540	Assane	YATT	40.238
541	Mor Mbacké	DIOUF 1	131.640
542	Mbaye	DIOUF	231.980
543	Mor	TALL	88.040
544	Mbaye	DIOUF 2	662.134
545	Malick	FAYE	172.282
546	Ousseynou	TINE	50.402
547	Doudou	LO 5	10.000
548	Modou	NGOM	216.304
549	Maodo	DIOUF	76.440
550	Mamadou	KA	608.237
551	Boubou	NDIAYE	29.656
552	Cheikh	DIAW	28.020.000
553	Elimane	CISS	408.000
554	Aroma	CISSE	234.000

555	Souleymane	CISSE	138.000
556	Ablaye	TAYE	62.000
557	Ousmane	CISS	342.000
558	Abdourahmane	SECK	657.000
559	Mamadou	SECK	118.500
560	Moussa	CISSE	135.000
561	Mbaye	NDOUR	127.500
562	Ablaye	NDOUR	96.000
563	Lamine	CISSE	33.000
564	Mamadou	SECK	127.500
565	Ousmane	SECK	53.800
566	Tamsir	SECK	235.800
567	Omar	SECK	15.400
568	Assane	SECK	240.000
569	Babacar	SECK	74.000
570	Ismail	SECK	90.000
571	Malick	SECK	527.500
572	Soulèye	DIOUF	297.500
573	Yama	CISS	26.400
574	Malick	THIONE	456.000
575	Awa	SECK	90.000
576	Pape	THIONE	180.000
577	Eaux et Forêts (DNP)		24.282.000
578	Youssouf	DIOUF	2.636.000
579	Ibrahima	DIOME	3.392.000
580	Mamadou	POUYE	1.720.000
581	Ibrahima Thieleu	DIOME	8.058.000
582	Ibrahima	CISS	4.572.000
583	Babacar	FAYE	955.000
584	Ousseynou	FAYE	2.421.000
585	Souleymane	FAYE	4.738.000
586	Babacar	DIOUF	1.288.000
587	Omar	DIENG (DG Véritas)	1.888.000
588	Matel	SOW	1.848.000
589	Aziz	DIOP	1.107.000
590	Babacar	FAYE	2.359.000
591	Birago	FAYE	888.000
592	Dème	FAYE	816.000
593	Mor	FAYE	726.000
594	Souleymane	POUYE	2.281.000
595	Mamadou	FAYE 1	2.100.000
596	Mamadou	FAYE 2	1.264.000
597	Ibrahima	FAYE	600.000
598	Djibril	CISS	2.344.000
599	Saliou	CISS	1.088.000
Total			1.268.161.888

b) Pour les constructions :

N° d'ordre	Prénoms	Noms	Montant	Observations
1	Marème	FAYE	138.225 F	C.R/DIASS 23.459.754 F
2	Taha	BASMA	2.064.120 F	
3	Habib	FAYE	232.200 F	
4	Abdoulaye SOW s/c Babacar SOW		584.808	
5	Aliou	DIALLO	816.351 F	
6	Harouna SOW s/c Yombo BA		26.030 F	
7	Fouad	CHOUERIE	2.096.928 F	
8	Serigne Mansour Ibn Abdoul Aziz SY	SY	38.000 F	
9	Aïssatou COULIBALY s/c Alpha FAYE		8.606.545 F	
10	Moussa CISSE s/c Saliou FAYE		320.368 F	
11	Moussa	CISSE	240.276 F	
12	Cheikh Béthio THIOUNE s/c Don Thiama DIALLO		7.300.698 F	
13	Cheikh	DIAW	1.030.205 F	Nom prise en compte des ouvrages et équipements hydrauliques
14	Fodé	DIEME	668.000 F	C.R/SINDIA 5.277.746 F
15	Birame	DIONE	233.800 F	
16	Bouroufaye Children School (BSC)		650.290 F	
17	Aminata	GAYE	114.000 F	
18	Ousmane	FAYE	1.216.000 F	
19	Projet Association des femmes Kéniabour s/c Rokhaya DIONE		2.395.656 F	
20	Ndèye	SOW	95.000 F	C. NGUEKOKH 168.051.822 F
21	Jean Marc	BREGEON	313.310 F	

22	Waly	FAYE	38.000 F	
23	Modou	NDIAYE	141.600 F	
24	Alioune	DIOP	180.000 F	
25	Abou	KA	824.964 F	
26	Babou	SARR	38.000 F	
27	Baye	FAYE	35.826 F	
28	Youssou	CAMARA	522.102 F	
29	Ass	WADE	204.720 F	
30	Mbaye	SARR	95.536 F	
31	Cheikhna	DIAKHATE	4.959.812 F	
32	Ibrahima	SALL	342.000 F	
33	Madior	SOW	73.342.509 F	Non prise en compte des ouvrages et équipements hydrauliques
34	Birame	FALL	1.337.605 F	
35	Expatrié dans le champ de Birame FALL		5.821.159 F	
36	Papa	NDIAYE	2.601.500 F	
37	Baityr	DIOUF	301.500 F	
38	Mbaye	POUYE	547.830 F	
39	Mamadou	DIENG	490.563 F	
40	Monsieur	NIANG	1.343.545 F	
41	Birame	SENE	602.692 F	
42	Madame	FOUAD	4.925.596 F	
43	Ousseynou	DIAMANE	135.155 F	
44	Aziz	BOCOUME	412.974 F	
45	A l'Est de Aziz BOCOUME		305.350 F	
46	A l'Ouest de l'abattoir		645.741 F	
47	Abattoir Nguékokh s/c Mairie Commune		1.861.379 F	
48	Arona TALL Conseil Régional Diourbel		1.501.449 F	
49	Ibou Sakho	THIANDOUME	2.717.037 F	
50	Madame	FOUAD	3.063.519 F	
51	Mamadou Bassirou	SECK	200.230 F	
52	Assane	SECK	47.500 F	
53	Abdoulaye	BA	760.874 F	
54	Feu Soulèye	CISS	123.500 F	
55	Mr Jonhson s/c Ismaïla NDIAYE		5.520.081 F	
56	Ibrahima DIAKHATE dans le champ de Adama SENE		4.303.271 F	

57	Jonhson s/c Gardien Jbou GUEYE		6.198.798 F	
58	Omar	DIAGNE	1.021.193 F	
59	Bassirou BA s/c Ismaïla CISSE		3.012.955 F	
60	Abdoulaye	NDAW	1.402.380 F	
61	Samba DIA au nord-ouest de Bassirou BA		272.313 F	
62	Omar	DIAGNE	28.500 F	
63	Fatoumata	MANDIANG	1.498.932 F	
64	Ousmane	GUEYE	4.738.409 F	
65	Dado	NIANGANE	4.460.123 F	
66	El Hadji Abdourahmane	NDIONE	1.136.522 F	
67	Ousmane	GUEYE	595.684 F	
68	Au Sud de la Parcelle de Ousmane GUEYE		1.191.368 F	
69	Mamadou MBALLO s/c Mamadou SIDIBE		2.634.278 F	
70	A l'Ouest de la maison de Ousmane GUEYE		420.478 F	
71	Mohamed Gassama	SY	280.324 F	
72	Mohamed Gassama	SY	175.201 F	
73	Au Nord Est de Bassirou BA		256.294 F	
74	Pans de mur de clôture sur 2 côtés		763.377 F	
75	Oumou Salama	DIA	805.925 F	
76	Entame de 2 pièces		252.290 F	
77	Entame d'1 pièce		188.216 F	
78	Entame de 3 pièces		522.600 F	
79	Entame de 2 petites pièces		168.193 F	
80	Délimitation avec poteaux		209.000 F	
81	Balaye		2.375.246 F	
82	Samba	FALL	1.726.984 F	
83	A l'Ouest de Samba FALL		675.776 F	
84	Malick	SAMB	6.907.935 F	
85	Mr GOUDIABY		3.023.473 F	
86	Mr ARISKI		2.222.553 F	C.R/Malicounda 76.237.788 F
87	Ameth	DIAW	8.009.200 F	
88	Thierry	BEKARD	49.502.931 F	Non prise en compte des ouvrages et équipements hydrauliques et Electriques
89	Papa Maïssa	FAYE	5.005.750 F	
90	Mme WOIMANT et Mme JARNOUEN s/c Mamadou KA		7.170.008 F	Non prise en compte des ouvrages et équipements hydrauliques et Electriques
91	Ferdinand COLY s/c de Mr Moulaye KANDE		3.544.071 F	
92	Projet Maitrisards s/c de Mr Moulaye KANDE		783.275 F	
	Total			273.027.110

Art. 5. – Lesdites indemnités seront payées aux bénéficiaires identifiés et consignés pour les bénéficiaires inconnus à la diligence du Chef du Bureau des Domaines compétent.

Art. 6. – Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre des Infrastructures et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 9 juillet 2013

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE.

ARRETE MINISTERIEL n°8190 en date du 31 mai 2013 portant agrément de la Caisse nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) à garantir les candidats aux marchés publics.

Article premier. - La Caisse nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) est autorisée à garantir les candidats aux marchés publics pour une durée d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. - En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté susvisé, le montant du dépôt forfaitaire est fixé à deux cent un million cent un mille sept cent soixante dix sept (201.101.777) FCFA.

Art. 3. - L'agrément peut être retiré sans préavis par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Art. 4. - Le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Directeur de la Direction centrale des Marchés publics et le Directeur de la Monnaie et du crédit sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE MINISTERIEL n°8191 en date du 31 mai 2013 portant agrément de change manuel au profit de M. Mamadou Bassirou Diallo

Article premier. - M. Mamadou Bassirou Diallo est agréé aux fins d'exécuter des opérations de change manuel sous le n° BC.000527/MEF/DMC.

Art. 2. - M. Mamadou Bassirou Diallo est tenu, dans l'exercice de cette activité, de se conformer aux dispositions du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des états membres de l'UEMOA et aux instructions n°05/07/2011/RFE n° 06/07/2011 RFE de la BCEAO.

Art. 3. - La validité de l'autorisation portant agrément de change manuel de M. Mamadou Bassirou Diallo est subordonnée au démarrage effectif de ses activités dans un délai maximum d'un (1) an à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur de la Monnaie et du Crédit et le Directeur national de la BCEAO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE MINISTERIEL n°11288 MEF/DRS-SFD en date du 17 juillet 2013 portant retrait d'agrément des Systèmes financiers décentralisés

Article premier. - A compter de la signature du présent arrêté, les décisions d'agrément, énumérées en annexe, sont retirées, conformément à l'article 10 de la loi 2008-47 du 3 septembre 2008 et à l'article 10 du décret 2008-1366 du 28 novembre 2012.

Art. 2. - Les Systèmes financiers décentralisés visés à l'article premier sont radiés du registre tenu au Ministère de l'Economie et des Finances.

Art. 3. - Toute institution concernée par ce retrait ne peut se prévaloir du statut de Système financier décentralisé. Toute forme d'intermédiation financière lui est interdite, en particulier la collecte de l'épargne, l'octroi de crédit et les opérations d'engagement par signature.

Art. 4. - Le Liquidateur, nommé par le Ministre conformément à l'article 67 de la loi 2008-47, sera chargé de la saisine de la juridiction compétente aux fins de la mise en liquidation des biens de l'institution.

Art. 5. - Le Directeur de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ANNEXE ARRETE PORTANT RETRAIT D'AGREMENT
AU MOTIF DE CESSATION D'ACTIVITES

N°	Dénomination	Nom commercial	Décision	Agrément	Motif
1	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit BELEL DIOP	CAPEC BELEL DIOP	001353 MEF/ AT-CPEC	LG 3-94-0065	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
2	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de FISSEL	MECA FISSEL	003617 MEFP/ AT-CPEC	TH 1-00-0204	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
3	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit MBAO	CAPEC MBAO	0010496 MEF/ AT-CPEC	DK 3-07-00512	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
4	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit MBOUR	CAPEC MBOUR	005222 MEF/ AT-CPEC	TH 1-93-0006	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
5	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de NANGU LIGGEY	MEC NANGU LIGGEY	005195 MEFP/ AT-CPEC	SL 3-04-00383	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
6	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de L'ANTENNE CNCAS-PROPECHE DE HANN	MEC HANN	010457 MEFP/ AT-CPEC	DK 1-93-0017	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
7	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit DAHRA	CAPEC DAHRA	001353 MEF/ AT-CPEC	LG 2-94-0062	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
8	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit NIANDOUL	CAPEC NIANDOUL	001353 MEF/ AT-CPEC	LG 2-94-0063	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
9	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de la FEDERATION COMMUNALE DE RUFISQUE DE LA FNGPF	MEC FECOR	003419 MEFP/ AT-CPEC	DK 4-04-00368	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
10	Mutuelle d'Épargne et de Crédit des ELEVEURS ET AGRICULTEURS DE BOMBODE	MEC EA DE BOMBODE	006996 MEFP/ AT-CPEC	SL 3-03-00312	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
11	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES FEMMES DE PODOR	MEC APES/FP	10036 MEF/ DRS-SFD	SL 2-09-00593	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
12	Mutuelle d'Épargne et de Crédit des ARTISANS DU SENEGAL	MECAS	003686 MEFP/ AT-CPEC	DK 1-96-0081	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
13	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de « AM KOLORE » DES ACTEURS DE DEVELOPPEMENT DE THIES	MEC AM KOLERE	009958 MEF/ AT-CPEC	TH 2-04-00405	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
14	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de MBOKAT NGEK JAM DE FIMELA	MEC MBOKATOR NGEK JAM DE FIMELA	007337 MEF/ AT-CPEC	FK 2-03-00347	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
15	Caisse Rurale d'Épargne et de Crédit de THIARGNY	CAREC THIARGNY	003196 MEF/ AT-CPEC	LG 2-07-00437	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
16	Mutuelle d'Épargne et de Crédit pour LE DEVELOPPEMENT DES AGRO-PASTEURS DE MBOULA	MECDAP MBOULA	00222318 MEF AT-CPEC	LG 2-07-00474	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
17	Mutuelle d'Épargne et de Crédit RAILS-BI	MEC RAILS-BI	008597MEFP/ AT-CPEC	DK 3-06-00461	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit
18	Mutuelle d'Épargne et de Crédit du COLLECTIF DES FEMMES COMMERÇANTES DU	MEC COCOGES DERKLE	007425 MEF/ AT-CPEC	DK 2-01-00246	Absence d'Activités d'Épargne et de Crédit

ARRETE MINISTERIEL n°11289 MEF/DRS-SFD
en date du 17 juillet 2013 portant retrait
d'agrément de systèmes financiers décentralisés

Article premier. - A compter de la signature du présent arrêté, les décisions d'agrément, énumérées en annexe, sont retirées, conformément à l'article 10 de la loi 2008-47 du 3 septembre 2008 et à l'article 10 du décret 2008-1366 du 28 novembre 2012.

Art. 2. - Les Systèmes financiers décentralisés visés à l'article premier sont radiés du registre tenu au Ministère de l'Economie et des Finances.

Art. 3. - Toute institution concernée par ce retrait ne peut se prévaloir du statut de Système financier décentralisé. Toute forme d'intermédiation financière lui est interdite, en particulier la collecte de l'épargne, l'octroi de crédit et les opérations d'engagement par signature.

Art. 4. - Le liquidateur, nommé par le Ministre conformément à l'article 67 de la loi 2008-47, sera chargé de la saisine de la juridiction compétente aux fins de la mise en liquidation des biens de l'institution.

Art. 5. - Le Directeur de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ANNEXE ARRETE PORTANT RETRAIT D'AGREMENT AUX MOTIFS
DE NON DEMARRAGE DES ACTIVITES ET NON RESPECT
AU MOTIF DE CESSATION D'ACTIVITES 50 ET 55 DE LA LOI 2008-47

N°	Dénomination	Nom commercial	Décision	Agrément	Motif
1	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE LEONA	MEC CR/ LEONA	06428 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00566	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
2	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE NGUIDILE	MEC CR/ NGUIDILE	06431 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00567	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
3	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE COKI	MEC CR/ COKI	06434 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00568	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
4	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE NGENE SARR	MEC CR/ NGENE SARR	06430 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00569	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
5	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE PETE OUARACK	MEC CR/ PETE OUARACK	06429 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00570	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
6	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE NIOMRE	MEC CR/ NIOMRE	06432 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00571	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
7	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de LA COMMUNAUTE RURALE DE MBEDIENE	MEC CR/ MBEDIENE	06435 MEF/ AT-CPEC	LG 3-08-00572	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
8	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de DES SENEGALAIS D'AMERIQUE	MEC SA	000404 MEF/ AT-CPEC	DK 1-06-00442	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi
9	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de DES SENEGALAIS DE FRANCE	MEC SEF	000405 MEF/ AT-CPEC	DK 1-06-00441	Non Démarrage des Activités et non respect des articles 50 et 55 de la loi

ARRETE MINISTERIEL n°19876 MEF/DRS-SFD/DR
en date du 19 décembre 2013 portant nomination
de l'administrateur provisoire du Réseau des
Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Niayes

Article premier. - Pour compter de la date de signature de la présente, M. Moussa Dieng est nommé administrateur provisoire de l'Union du Réseau des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Niayes (REMEC NIAYES).

Art. 2. - L'administrateur provisoire dispose de tous les pouvoirs antérieurement dévolus aux dirigeants, et accomplit sa mission dans le délai imparti, conformément aux termes de référence de son mandat qu'il contresigne.

Il doit produire, au moins chaque mois, un rapport sur les opérations qu'il a accomplies ainsi que sur l'évolution de la situation financière de REMEC NIAYES.

Il doit présenter, en outre, avant la fin de son mandat, un rapport final précisant la nature, l'origine et l'importance des difficultés de REMEC NIAYES, ainsi que les mesures susceptibles d'assurer son redressement ou, à défaut, constater la cessation des paiements.

Art. 3. - L'administrateur provisoire peut recourir, en cas de besoin, à toute forme d'assistance technique dans le cadre de l'accomplissement normal de sa mission.

Art. 4. - En vue de réduire les frais afférents à l'administration provisoire, une prime de motivation est versée à l'administrateur provisoire.

Les frais de gestion prévus dans les termes de référence et la prime de motivation sont imputés dans le fonds de liquidation de la DRS-Sfd.

Art. 5. - Le mandat de l'administrateur provisoire indiqué dans les termes de référence peut être prorogé. Il peut aussi être mis fin à son mandat à tout moment, s'il ne satisfait pas aux termes de référence.

Art. 6. - L'administrateur provisoire rend compte de sa mission au comité de suivi présidé par le mandataire du Ministre de l'Economie et des Finances.

Art. -7. - Le Directeur de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARRETE MINISTERIEL n°19877 MEF/DRS-SFD en
date du 19 décembre 2013 nomination de l'ad-
ministrateur provisoire de l'Union des Mutuelles
d'Epargne et de crédits des artisans du Sénégal

Article premier. - Pour compter de la date de signature de la présente, M. Baba Sow est nommé administrateur provisoire de l'Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Artisans du Sénégal (UMECAS).

Art. 2. - L'administrateur provisoire dispose de tous les pouvoirs antérieurement dévolus aux dirigeants, et accomplit sa mission dans le délai imparti, conformément aux termes de référence de son mandat qu'il contresigne.

Il doit produire, au moins chaque mois, un rapport sur les opérations qu'il a accomplies ainsi que sur l'évolution de la situation financière de UMECAS.

Il doit présenter, en outre, avant la fin de son mandat, un rapport final précisant la nature, l'origine et l'importance des difficultés de l'UMECAS, ainsi que les mesures susceptibles d'assurer son redressement ou, à défaut, constater la cessation des paiements.

Art. 3. - L'administrateur provisoire peut recourir, en cas de besoin, à toute forme d'assistance technique dans le cadre de l'accomplissement normal de sa mission.

Art. 4. - En vue de réduire les frais afférents à l'administration provisoire, une prime de motivation est versée à l'Administrateur provisoire.

Les frais de gestion prévus dans les termes de référence et la prime de motivation sont imputés dans le fonds de liquidation de la DRS-Sfd.

Art. 5. - Le mandat de l'administrateur provisoire indiqué dans les termes de référence peut être prorogé. Il peut aussi être mis à son mandat à tout moment, s'il ne satisfait pas aux termes de référence.

Art. 6. - L'administrateur provisoire rend compte de sa mission au comité de suivi présidé par le mandataire du Ministre de l'Economie et des Finances.

Art. 7. - Le Directeur de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARRETE MINISTERIEL n°19923 MEF/DRS-SFD en date du 20 décembre 2013 portant retrait de l'agrément n°DK 1-08-00549 confère à l'alliance de Crédit et d'Epargne pour production.

Article premier. - A compter de la signature de la présente, l'agrément n°DK 1-08-00549, conféré par décision n°04538 MEFP/AT-CPEC du 26 mai 2008 est retiré au motif de non démarrage de ses activités, conformément à l'article 10 de la loi 2008-47 du 3 septembre 2008 portant Règlementation des Systèmes financiers décentralisés et à l'article 372ème du décret 2008-1366 du 28 novembre 2008 portant application de ladite loi.

Art. 2. - Le Système financier décentralisé visé à l'article premier est radié du registre tenu au Ministre de l'Economie et des Finances et ne peut se prévaloir de ce statut. Toute forme d'intermédiation financière lui est interdite, en particulier la collecte de l'épargne, l'octroi de crédit et les opérations d'engagement par signature.

Art. 3. - Le Directeur de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

DECISION MINSITERIEL n°8275 MEF/DRS-SFD en date du 10 octobre 2012 complétant la Décision n°1514 MEF/AT-CPEC du 20 février 2008 portant agrément de la SCEC « BIRIMA »

Article premier. - Le Système financier décentralisé, bénéficiaire de l'agrément n°1514 MEF/AT-CPEC 20 février 2008 est autorisé à utiliser la dénomination « Coopérative d'Epargne et de Crédit (CEC BIRIMA) ».

Art. 2. - Conformément aux articles 20 et 21 de la loi 2008-47 du 3 septembre 2008 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés la mention « CEC BIRIMA » devra figurer dans les enseignes de l'institution, panneaux publicitaires ou autres et sur tous les actes et documents destinés aux tiers.

Art. 3. - La présente décision prend effet dès sa signature et sera publiée au *Journal officiel*

DECISION MINSITERIEL n°5694 en date du 18 avril 2013 portant nomination d'un liquidateur administratif

Article premier. - M. Papa Saliou Fall, agent en service à la Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés, est nommé liquidateur administratif des institutions énumérées en annexe, conformément à l'article 67 de la loi 2008-47 du 3 septembre 2008 portant Règlementation des Systèmes financiers décentralisés et selon les modalités prévues par les procédures collectives d'apurement du passif de ladite loi.

Art. 2 - A ce titre, le liquidateur administratif est chargé de saisir la juridiction compétente aux fins de liquidation de ces institutions, en application de la disposition susvisée.

Le liquidateur procède à la liquidation du fonds de commerce et assiste le syndic dans la liquidation des autres éléments du patrimoine du Sfd, conformément à l'article 132 de ladite loi.

Il exécute toutes autres tâches dévolues, notamment celles prévues aux articles 67 et 138 à 140 de ladite loi.

Art. 3. - Sur autorisation du Ministre chargé des Finances, le liquidateur peut se faire assister par toute personne physique ou morale pouvant contribuer à la bonne exécution de ses missions.

Art. 4. - Hormis l'apurement de la situation de la structure prévu à l'article 138 de la loi susvisée, les frais afférents à la liquidation peuvent être imputés sur un fonds de liquidation et engagés par l'Administrateur des crédits.

Art. 5. - Le Directeur de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet dès sa publication au *Journal officiel*.

ANNEXE DECISION PORTANT NOMINATION DU LIQUIDATEUR ADMINISTRATIF
DES INSTITUTIONS EXERCANT OU AYANT EXERCE DES ACTIVITES D'EPARGNE
ET DE CREDIT SANS AGREMENT

N°	Dénomination Commercial	Nom	Région	Motif	Observation
1	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal UNITE 14	MECUDEFS UNITE 14	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
2	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de CASTORS	MECUDEFS CASTORS	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
3	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de LIMAMOU-LAYE	MECUDEFS LIMAMOU-LAYE	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
4	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de RUFISQUE	MECUDEFS RUFISQUE	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
5	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal UNITE 11	MECUDEFS UNITE 11	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
6	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de SHAM GUE'DIAWAYE	MECUDEFS SHAM GUE'DIAWAYE	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
7	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal SICAP MBAO	MECUDEFS SICAP MBAO	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
8	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de COLOBANE	MECUDEFS COLOBANE	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
9	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal UNITE 26	MECUDEFS UNITE 26	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
10	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal UNITE 20	MECUDEFS UNITE 20	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
11	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de SYNDICAT	MECUDEFS SYNDICAT	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée

N°	Dénomination	Nom Commercial	Région	Motif	Observation
12	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de DALIFORT	MECUDEFS DALIFORT	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
13	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de DIAMNIADIO	MECUDEFS DIAMNIADIO	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
14	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de UNITE 3	MECUDEFS UNITE 3	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
15	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de NGUELOW	MECUDEFS NGUELOW	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
16	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de BOUNE	MECUDEFS BOUNE	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
17	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de OUAKAM	MECUDEFS OUAKAM	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
18	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de NIETY MBARS	MECUDEFS NIETY MBARS	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
19	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS pour le Développement économique et financier du Sénégal de PLATEAU	MECUDEFS PLATEAU	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
20	Mutuelle d'Epargne et de crédit pour le Développement	MECDEV	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
21	Mutuelle d'Epargne et de crédit de L'UNACOIS HLM 5	MECU HLM 5	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée
22	Mutuelle d'Epargne et de crédit des Groupements partenaires du RADI de la Région de DAKAR	MEC UGPR/DAKAR	DAKAR	Exercice d'activités d'Epargne et de Crédit sans agrément	Structure fermée

DECISION MINISTERIEL n°14073 MEF/DRS-SFD
en date du 29 août 2013 portant mise sous
administration provisoire de l'Union des mutuelles
d'Epargne et de crédit des artisans du Sénégal.

Article premier. - En application de l'article 62 alinéa 1 de la loi n°2008-47 du 3 septembre 2008 portant Règlementation des Systèmes financiers décentralisés, l'Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Artisans du Sénégal (UMECAS) est mise sous administration provisoire, pour compter de la date de signature de la présente.

Art. 2. - La durée de l'administration provisoire est fixée à six (6) mois.

Art. 3. - L'administrateur provisoire est nommé par décision du Ministre chargé des Finances. Il accomplit sa mission conformément aux termes de référence de son mandat.

Les termes de référence définis par la Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés sont contresignés par l'Administrateur, es qualité.

Art. 4. - Les pouvoirs des dirigeants de l'Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Artisans du Sénégal (UMECAS) et ceux des caisses de bases sont suspendus, et transférés, en totalité, à l'Administrateur provisoire.

Art. 5. - L'administration provisoire peut être prorogée au terme de la durée initialement fixée à l'article 2 ci-dessus.

Il peut être mis fin à l'administration provisoire avant la fin de la durée prévue.

Art. 6. - Le Directeur de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel*.

DECISION MINISTERIEL n°17458 MEF/DRS-SFD
en date du 5 novembre 2013 portant mise sous
administration provisoire du réseau des mutuelles
d'épargne et de crédit des Niayes.

Article premier. - En application de l'article 62 alinéa 1er de la loi 2008-47 du 3 septembre 2008 portant Règlementation des Systèmes financiers décentralisés, le Réseau des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Niayes (REMEC NIAYES) est mis sous administration provisoire, pour compter de la date de la signature de la présente.

Art. 2. - La durée de l'administration provisoire est fixée à six mois.

Art. 3. - L'administrateur provisoire est nommé par décision du Ministre chargé des Finances. Il accomplit sa mission conformément aux termes de référence de son mandat.

Les termes de référence définis par le Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés sont contresignés par l'administrateur es qualité.

Art. 4. - Les pouvoirs des dirigeants de l'Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Niayes, composée de neuf (9) SFD affiliés, sont suspendus et transférés, en totalité, à l'administrateur provisoire.

Art. 5. - L'administration provisoire peut être prorogée au terme de la durée initialement fixée à l'article 2 ci-dessus.

Il peut être mis fin à l'administration provisoire avant la fin de la durée prévue.

Art. 6. - Le Directeur de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publié au *Journal officiel*.

**MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DES MINES**

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 12404/MEM/MIT
*en date du 18 décembre 2012 portant agrément
pour l'exercice de la profession de Transporteur
routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la
société « Global Transports & Mines SARL ».*

Article premier. – Il est accordé un agrément à la société « Global Transports & Mines SARL » dont le siège est au 22, Cité SIPRES 1, Dakar, Sénégal, pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

Art. 2. – L'agrément est accordé pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « Global Transports & Mines SARL » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. – La société « Global Transports & Mines SARL » doit réaliser un garage attesté conforme (aux normes de sécurité et de la protection de l'environnement) par le Ministre en charge de l'environnement avant le démarrage de ses activités.

Art. 4. – Le Directeur de l'Energie et le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 12405/MEM/MIT
*en date du 18 décembre 2012 abrogeant et
remplaçant l'Arrêté interministériel n° 011003/ME/
MTTTA du 11 décembre 2007 portant agrément
pour l'exercice de la profession de Transporteur
routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à société
« Transports Ibrahima Sakho SA ».*

Article premier. – Est abrogé l'Arrêté interministériel n° 011003/ME/MTTTA du 11 décembre 2007 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société « Transports Ibrahima Sakho SA » dont le siège social est au Km 11, route de Rufisque.

Art. 2. – Il est accordé un agrément à la société « Transports Ibrahima Sakho SA » dont le siège social est au Km 11, Route de Rufisque, pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « Transports Ibrahima Sakho SA » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. – Le Directeur de l'Energie et le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 12406/MEM/MIT
*en date du 18 décembre 2012 portant agrément
pour l'exercice de la profession de Transporteur
routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la
société « SO.TRA.DIOUCK SUARL ».*

Article premier. – Il est accordé un agrément à la société « SO.TRA.DIOUCK SUARL » dont le siège social est au quartier Escale, Avenue Léopold Sédar Senghor, Thiès, pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

Art. 2. – L'agrément est accordé pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « SO.TRA.DIOUCK SUARL » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. – La société « SO.TRA.DIOUCK SUARL » doit réaliser un garage attesté conforme (aux normes de sécurité et de la protection de l'environnement) par le Ministre en charge de l'environnement avant le démarrage de ses activités.

Art. 4. – Le Directeur de l'Energie et le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 12407/MEM/MIT en date du 18 décembre 2012 abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n° 10930/MTTTA/ME du 23 décembre 2008 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à société « Daniel Haddad & fils sa ».

Article premier. – Est abrogé l'Arrêté interministériel n° 10930/MTTTA/ME du 23 décembre 2008 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société « Transports Daniel Haddad & fils sa » dont le siège social est à la rue 2, au Km 3, Boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar, BP. 3242 - Dakar (Sénégal).

Art. 2. – Il est accordé un agrément à la société « Daniel Haddad & fils sa » dont le siège est à la rue 2, au Km 3, Boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar - BP. 3242 Dakar (Sénégal), pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « Daniel Haddad & fils sa » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. – Le Directeur de l'Energie et le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Etude de M^e Saguinatou Dia Baro, *notaire*
Immeuble Mame Matar Guéye « Saveurs d'Asie »
Appartement B2
Route des Niayes x Parcelles Assainies

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n°12.546/DG, reporté au livre foncier sous le n°7.199/DK de Dakar Plateau, appartenant à M. Serina Joao dit (Jean Gomes et M^{me} Auxilia Baïbosa, son épouse 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n°17.001/GRD, reporté au livre foncier de Ngor Almadies sous le n°2.110/NGA de la Commune de Ngor Almadies appartenant à Abdoulaye Dione. 1-2

Société civile et professionnelle d'Avocats
Augustin SENGHOR & Associés
Immeuble GRAPHI PLUS 2^{me} étage
VDN Mermoz lot 3 BP. 22.211 -Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n°7.059/DG, devenu n°1.236/GR situé à Bopp (Lot N° 110), appartenant à M. Sakoura Thioye, né le 5 octobre 1911 à Saint Louis. 1-2

SCP Ndiaye & Ndiaye
M^e Mamadou D. Tanor Ndiaye
& M^e Yaye Tote Sylla Ndiaye Sow
notaires associés
10, rue Mohamed V - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n°2.232/DG, appartenant à M. Idrissa Faye, demeurant et domicilié à Dakar. 1-2

Etude de M^e Amadou Moustapha Ndiaye.
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo.
notaires associés

83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du Titre Foncier n°5.814/DK, appartenant à M. Moussa Ndoye et du Certificat d'inscription hypothécaire sur ledit titre appartenant au sieur Boubou dit Babacar Ndour. 1-2

Etude de M^e Magatte Bop Bengeloune
notaire
Charge de Dakar XVIII
Route des ILM près du Bloc fiscal B.P 1020 Rufisque

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du Titre Foncier n°1178/R, appartenant à M. Alassane Dièye. 1-2

Etude de M^e Bineta Thiam Diop, *notaire*
Pikine Khouroumar - Cité Soliba n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de deux certificats d'inscription des créances de la CBAO GROUPE ATTIJARIWafa BANK inscrits sur le titre foncier n°8.137/GRD. 1-2

Etude de M^e Daniel Sédar Senghor & Jean Paul Sarr
notaires associés

13-15, rue Colbert Dakar (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du titre foncier n°4.700/GR (ex. n°16.679) propriété de M^{me} Fatou Senghor. 1-2

Etude de M^e Amadou Yéri Bâ
avocat à la Cour
68, Rue Wagane Diouf x Amadou A. Ndoye - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°1.512/R, appartenant à M. Demba Ndiaye, né à Thiès le 20 février 1930. 1-2

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6725 du *Journal officiel* en date du 27 avril 2013 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 5 juillet 2013.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6734 du *Journal officiel* en date du 22 juin 2013 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 9 septembre 2013.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6726 du *Journal officiel* en date du 4 mai 2013 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 5 juillet 2013.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6736 du *Journal officiel* en date du 29 juin 2013 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 24 septembre 2013.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6715
